



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFECTURE DE LA SEINE-ET-MARNE

DIRECTION DES ACTIONS INTERMINISTÉRIELLES
BUREAU DES INSTALLATIONS CLASSÉES
MINES-CARRIÈRES

Arrêté Préfectoral n°04 DAI 2M 029

autorisant la modification des conditions de remise ne
état d'une carrière à ciel ouvert de gypse de la société
SALSI sur le territoire de la commune de MONTHYON.

Le Préfet de Seine et Marne,
Officier de l'Ordre National du Mérite,

VU le code de l'environnement,

VU le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié, pris pour l'application de la loi n°76-663 du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement (codifiée au titre Ier du livre V du code de l'environnement),

VU le décret n° 93-742 du 29 mars 1993 relatif aux procédures d'autorisation et de déclaration prévues par l'article 10 de la loi n° 92-3 du 3 janvier 1992 sur l'eau (codifiée au titre Ier du livre II du code de l'environnement),

VU l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrière,

VU l'arrêté ministériel du 1er février 1996 fixant le modèle d'attestation de garanties financières,

VU la circulaire du Ministère de l'Environnement du 2 juillet 1996 concernant l'application de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrière,

VU l'arrêté ministériel du 10 février 1998 relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation des installations classées,

VU la circulaire du Ministère de l'Environnement du 16 mars 1998 relative aux garanties financières pour la remise en état des carrières,

Vu la loi n° 2001-44 du 17 janvier 2001 relative à l'archéologie préventive et son décret d'application n° 2002-89 du 16 janvier 2002,

VU les arrêtés préfectoraux n° 72 CAR 017 du 20 juillet 1972, 73 CAR 005 du 06 février 1973 et 91 DAE 2 M 005 du 28 janvier 1991,

VU l'arrêté préfectoral n° 99 DAI 2M 079 du 9 juin 1999 de prescriptions complémentaires concernant les garanties financières pour la remise en état de la carrière à ciel ouvert de gypse de la société SALSI sur le territoire de la commune de MONTHYON,

VU l'arrêté préfectoral n° 01 DAI 2M 021 du 13 avril 2001 autorisant le renouvellement d'une carrière à ciel ouvert de gypse de la société SALSI sur le territoire de la commune de MONTHYON,

VU la demande en date du 12 mai 2004 par laquelle M.POLLET agissant en qualité de Directeur général, sollicite l'autorisation de modifier les conditions de remise en état d'une

carrière de gypse et d'une installation de broyage, concassage, criblage sur le territoire de la commune de MONTHYON,

VU l'avis et les propositions du Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement de la région Ile-de-France en date du 10 juin 2004,

VU l'avis de la Commission Départementale des Carrières émis lors de sa réunion du 25 juin 2004,

VU le projet d'arrêté préfectoral notifié le 28 juin 2004 à l'exploitant qui n'a pas formulé d'observation,

Considérant qu'aux termes de l'article L512.1 du Code de l'environnement, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral,

Considérant que les conditions d'aménagement, d'exploitation et de remise en état de la carrière, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté, permettent de prévenir les dangers ou inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L 511.1 du Code de l'environnement, notamment pour la commodité du voisinage, pour la santé, la sécurité, la salubrité publiques, pour l'agriculture, pour la protection de la nature et de l'environnement et la conservation des sites et des monuments,

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture,

ARRETE

CHAPITRE I : DROIT D'EXPLOITER.....	3
Article I-1 : Autorisation	3
Article I-2 : Rubriques de classement au titre des Installations classées.....	3
Article I-3 : Installations non visées à la nomenclature ou soumises à déclaration	4
CHAPITRE II : DISPOSITIONS GÉNÉRALES	4
Article II-1 : Conformité aux dossiers	4
Article II-2 : Modifications	4
Article II-3 : Fin d'exploitation.....	4
CHAPITRE III : DISPOSITIONS PARTICULIÈRES AUX CARRIÈRES	4
SECTION 1 : AMÉNAGEMENTS PRÉLIMINAIRES	4
Article III-1 : Information du public.....	4
Article III-2 : Eaux de ruissellement	5
Article III-3 : Accès de la carrière	5
Article III-4 : Diagnostic faunistique et floristique	5
SECTION 2 : REMISE EN ÉTAT DU SITE	5
Article III-5 : Remise en état du site	5
Article III-6 : Remblayage de la carrière.....	6
CHAPITRE IV : PRÉVENTION DES POLLUTIONS.....	7
Article IV-1 : Dispositions générales.....	7
Article IV-2 : Pollution des eaux	7
Article IV-3 : Impacts visuels	7
Article IV-4 : Bruits.....	7
CHAPITRE V : GARANTIES FINANCIÈRES	7
Article V-1 : Montant des garanties financières.....	7

Article V-2 : Modalités d'application des garanties financières	8
CHAPITRE VI : DOCUMENTS À TRANSMETTRE	8
CHAPITRE VII : DISPOSITIONS FINALES.....	9
Article VII-1 : Annulation, déchéance.....	9
Article VII-2 : Sanctions.....	9
Article VII-3 : Information des tiers	9
Article VII-4 : Remise en état des voiries.....	9
Article VII-5 : Autres réglementations.....	9
Article VII-6 : Délais et voies de recours.....	10

Annexe : 3 plans, en couleur format A3, de remise en état du site et de phasage

CHAPITRE I : DROIT D'EXPLOITER

Article I-1 : Autorisation

Outre les prescriptions qui lui sont imposées par l'arrêté préfectoral n° 01 DAI 2M.021 du 13 avril 2001, l'exploitant la Société SALS dont le siège social se situe Route Nationale 330, BP 4, 77122 MONTHYON Cedex est tenue de respecter les prescriptions complémentaires suivantes pour l'exploitation d'une carrière de gypse située sur la commune de MONTHYON.

Dans le cas de dispositions contraires contenues dans le précédent arrêté, les dispositions du présent acte s'imposent.

Les prescriptions des arrêtés préfectoraux n° 72 CAR 017 du 20 juillet 1972, 73 CAR 005 du 06 février 1973 et 91 DAE 2 M 005 du 28 janvier 1991 sont abrogés.

Article I-2 : Rubriques de classement au titre des Installations classées

L'exploitation de cette carrière et de ses installations annexes de traitement relève des rubriques de la nomenclature des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement conformément au tableau ci-dessous :

Rubrique	Alinéa	AS A, D, NC	Libelle de la rubrique	Nature de l'installation	Seuil du critère	Volume autorisée
2510	1° b	A	Exploitation de carrière	Exploitation à ciel ouvert de gypse		37 kt annuel
Pour mémoire :						
2515	2	A	Broyage, concassage, criblage,... de gypse la puissance installée de l'ensemble des machines fixes concourant au fonctionnement de l'installation étant supérieur à 200 kW	Concassage de produits minéraux naturels	>200 kW	227 kW

A = Autorisation

D = Déclaration

Nota : l'installation de broyage, concassage, fait l'objet du R.D. n° 11-802 du 28 juin 1984 (ancienne rubrique n° 89 bis 2^{ème}).

Article I-3 : Installations non visées à la nomenclature ou soumises à déclaration

Les prescriptions de la présente autorisation s'appliquent également aux installations ou équipements exploités par le titulaire de l'autorisation qui, mentionnés ou non à la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, sont de nature, par leur proximité ou leur connexité avec les installations autorisées, à modifier les dangers ou inconvénients de ces installations.

CHAPITRE II : DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Article II-1 : Conformité aux dossiers

La présente autorisation est accordée dans les conditions du dossier de demande en date du 12 mai 2004, sous réserve du droit des tiers et sans préjudice du respect des prescriptions du présent arrêté et des réglementations autres en vigueur.

En particulier, l'exploitation est conduite et les terrains exploités sont remis en état, conformément à l'étude d'impact et aux plans de remise en état annexés au présent arrêté, aux indications et engagements contenus dans le dossier de demande de modification en tout ce qu'il n'est pas contraire aux dispositions du présent arrêté.

Article II-2 : Modifications

Toute modification apportée par le demandeur à l'installation, à son mode d'utilisation ou à son voisinage, aux conditions de remise en état, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande de modification, doit être portée avant sa réalisation à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation.

Article II-3 : Fin d'exploitation

L'exploitant doit adresser au préfet au moins six mois avant la date d'expiration de l'autorisation accordée par l'arrêté préfectoral n°01 DAI 2M 021, la déclaration d'arrêt définitif prévue à l'article 34-1 III du décret du 21 septembre 1977 modifié.

CHAPITRE III : DISPOSITIONS PARTICULIÈRES AUX CARRIÈRES

Section I : Aménagements préliminaires

Article III-1 : Information du public

L'exploitant est tenu, sous 1 mois, à réception de la notification du présent arrêté, de mettre en place sur chacune des voies d'accès à la carrière, des panneaux indiquant en caractères apparents son identité, la référence de l'autorisation et de sa modification, l'objet des travaux et l'adresse de la mairie où le plan de remise en état du site peut être consulté.

Article III-2 : Eaux de ruissellement

Un réseau de dérivation empêchant les eaux de ruissellement d'atteindre la zone en exploitation est mis en place à la périphérie de cette zone.

Article III-3 : Accès de la carrière

Les accès à la voirie publique sont aménagés de telle sorte qu'ils n'aggravent pas la situation de risque pour la sécurité publique.

Les accès spécialement aménagés pour l'amenée des matériaux de remblais sont interdits pour tout autre usage. Des panneaux, apposés à l'entrée par l'exploitant, rappelle cette interdiction.

Article III-4 : Diagnostic faunistique et floristique

Avant le début des travaux de remblayage, il sera procédé à une analyse faunistique et floristique de la roselière réalisée par un organisme reconnu. Les conclusions de cette étude permettront d'établir des préconisations et des précautions à prendre et à respecter pour le déplacement de cette roselière.

Section 2 : remise en état du site

Article III-5 : Remise en état du site

L'exploitant est tenu de remettre en état le site affecté par son activité, compte tenu des caractéristiques essentielles du milieu environnant.

La remise en état du site doit être achevée au plus tard 6 mois avant l'échéance de l'autorisation accordée par l'arrêté préfectoral n°01 DAI 2M 021. Le phasage du réaménagement est décrit dans les plans de phases et de remise en état situés en annexe. La phase 1 correspond, à un état atteint avant mi-2006 et la phase 2 correspond à un état avant fin 2009.

Elle comporte notamment les dispositions suivantes :

- la suppression des fronts de taille.
- le nettoyage de l'ensemble des terrains et, d'une manière générale, la suppression de toutes les structures, y compris le concasseur cité ci avant, n'ayant pas d'utilité après la remise en état du site,
- l'insertion satisfaisante de l'espace affecté par l'exploitation dans le paysage, compte tenu de la vocation ultérieure du site,
- Le remblayage des dépressions conformément au plan de remise en état et aux plans de phasage annexés au présent arrêté. Toutefois les valeurs des pentes initialement prévues seront diminuées afin de tenir compte d'une parfaite stabilité des terrains.
- Le comblement et le bouchage du tunnel existant sur la parcelle 486. Le vide résiduel en partie supérieure du comblement n'excédera pas 30 cm.
- La reconstitution d'une couverture boisée à raison d'une densité de 1330 plants/ha (un taux d'échec de reprise de 1/3 pourra être admis). Les essences de reboisement seront choisies, en concertation avec la Direction Régionale de l'Environnement et la Direction Régionale de l'agriculture et de la Forêt, dans une palette d'espèces locales, rustiques et forestières. Le positionnement des boisements figure sur le plan en annexe,

- L'usine de plâtre sera conservée sur les parcelles 486 et adjacentes si elle est encore en fonctionnement. Dans le cas contraire, toutes les structures présentes sur les sol et dans le sous-sol seront enlevées afin de restituer une plate-forme apte à recevoir une activité compatible avec les documents d'urbanisme locaux.

Puis avant la fin de la phase 1 :

- La création d'un bassin de rétention et de traitement des eaux pluviales de l'usine, positionné conformément au plan en annexe. Il sera équipé d'un décanteur déshuileur régulièrement entretenu. Ce bassin sera équipé afin d'être utilisé comme réserve d'eau d'incendie. Une plate-forme sera aménagée suivant les prescriptions des services d'incendie et de secours afin d'accueillir des matériels d'extinction. Sa capacité et sa conception seront adaptées afin de fournir de l'eau d'extinction pendant 2 heures sous un débit de 120 m³/h. Ses berges seront talutées et son linéaire profilé afin de s'intégrer harmonieusement à l'environnement.

Article III-6 : Remblayage de la carrière

Le remblayage des carrières ne doit pas nuire à la qualité et au bon écoulement des eaux.

Les matériaux d'origine extérieure utilisés au remblayage de la carrière ne peuvent être que des matériaux inertes, non contaminés ni pollués. Ils sont préalablement triés de manière à garantir cette qualité. En particulier, sont interdits les déchets tels que bois, métaux, plastiques, papiers, enrobés de chaussées pollués,...etc.

Les apports extérieurs sont accompagnés d'un bordereau de suivi qui indique leur provenance, leur destination, leurs quantités, leurs caractéristiques, les moyens de transport utilisés et le nom du transporteur. Ce bordereau atteste que les matériaux déposés sont ceux correspondants à la provenance indiquée.

L'exploitant tient à jour un registre ou un document synthétique sur lequel sont répertoriés la provenance, les quantités, les caractéristiques des matériaux, les moyens de transport utilisés et le nom du transporteur ainsi qu'un plan topographique permettant de localiser les zones (et les niveaux) de remblais correspondant aux données figurant sur le registre.

Les matériaux d'apport extérieur acheminés par transport routier ne peuvent en aucun cas être déversés directement dans la fouille. L'exploitant prend toutes dispositions pour que la personne qu'il a préalablement désignée puisse contrôler la nature des matériaux déchargés, en particulier :

- l'exploitant ou son préposé vérifie la conformité du chargement avec le bordereau de suivi,
- il fait procéder au déchargement sur une zone aménagée et réservée à cet effet,
- il vérifie visuellement la nature des matériaux apportés,
- soit il autorise la mise en remblai, soit il fait recharger les matériaux indésirables et l'indique sur le registre susvisé,
- le véhicule de transport des matériaux ne quitte le site qu'après en avoir reçu l'autorisation par l'exploitant ou son préposé qui a autorisé la mise en remblai des matériaux déchargés.

A titre exceptionnel, les matériaux d'apport dont l'exploitant ou son préposé reconnaît que la nature n'est pas conforme aux prescriptions de cet article après le départ du véhicule peuvent être stockés sur une aire de dépôt tampon pendant une durée au plus égale à 48 heures.

Ils sont évacués vers des centres dûment autorisés.

Ces différentes opérations sont notées dans le registre susvisé.

CHAPITRE IV : PRÉVENTION DES POLLUTIONS

Article IV-1 : Dispositions générales

L'exploitant prend les dispositions nécessaires dans la conduite de l'exploitation pour limiter les risques de pollution des eaux, de l'air ou des sols et de nuisance par le bruit et les vibrations et l'impact visuel.

Les voies de circulation internes et aires de stationnement des véhicules sont aménagées et entretenues.

Afin d'éviter l'envol des poussières, un arrosage des voies est réalisé en tant que de besoin.

Les véhicules sortant de l'installation ne doivent pas être à l'origine d'envols de poussières ni entraîner de dépôt de poussière ou de boue sur les voies publiques de circulation.

Article IV-2 : Pollution des eaux

Prévention des pollutions accidentelles

Les dispositions nécessaires sont prises pour qu'il ne puisse y avoir en utilisation normale ou en cas d'accident, déversement de matières dangereuses ou insalubres vers le milieu naturel, en particulier :

I - Le ravitaillement et l'entretien de l'engin de la carrière sont réalisés sur une aire étanche entourée par un caniveau et reliée à un point bas étanche permettant la récupération totale des eaux ou des liquides résiduels. Le ravitaillement et l'entretien des véhicules affectés au remblaiement est interdit sur le site de la carrière.

Les autres prescriptions de l'article IV-3 de l'arrêté préfectoral n°01 DAI 2M 021 restent applicables.

Article IV-3 : Impacts visuels

Des mesures efficaces visant à réduire l'impact visuel sont adoptées, en particulier les boisements présents en bordure de la RN 330 sont entretenus et remplacés en cas de destruction.

Article IV-4 : Bruits

Les dispositions de l'article IV-7 de l'arrêté préfectoral n°01 DAI 2M 021 s'appliquent pleinement

CHAPITRE V : GARANTIES FINANCIÈRES

Article V-1 : Montant des garanties financières

La durée de l'autorisation initiale est divisée en 2 périodes quinquennales. Toutefois, la première période retenue, d'une durée d'environ deux ans, intègre le délai déjà écoulé depuis la notification de l'arrêté préfectoral n°01 DAI 2M 021.

À chaque période correspond un montant de garanties financières permettant la remise en état maximale au sein de cette période.

Le montant des garanties financières permettant d'assurer la remise en état maximale pour chacune de ces périodes est :

PERIODE	juillet 2004 à avril 2006	Avril 2006 à avril 2011
PHASES CONCERNEES	1	2
MONTANT DES GARANTIES FINANCIERES (euros)	250 355 €	169 855 €
S1 MAXIMAL	0,1 ha	0,5 ha
S2 MAXIMAL	4,4 ha	2,8 ha
S3 MAXIMAL	0 ha	0 ha

S1 (en ha) : somme de la surface de l'emprise des infrastructures au sein de la surface autorisée et de la valeur maximale atteinte au cours de la période considérée par les surfaces défrichées diminuées de la valeur maximale des surfaces en chantier (découvertes et en exploitation) soumises à défrichement.

S2 (en ha) : valeur maximale atteinte au cours de la période considérée par la somme des surfaces en chantier (découvertes et en exploitation) diminuée de la surface en eau et des surfaces remises en état.

S3 (en ha) : valeur maximale atteinte au cours de la période considérée par la surface résultant du produit du linéaire de chaque front par la hauteur moyenne du front hors d'eau diminuée des surfaces remises en état.

Article V-2 : Modalités d'application des garanties financières

Les autres articles du chapitre V de l'arrêté préfectoral n°01 DAI 2M 021 restent applicables.

CHAPITRE VI : DOCUMENTS À TRANSMETTRE

Le présent chapitre rappelle les documents que l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées conformément au présent arrêté et à l'arrêté préfectoral n°01 DAI 2M 021.

Documents	Périodicité/Échéance
Plan de la carrière et annexes	1er février année n+1
Contrôle des effluents aqueux	
Contrôle des émissions de poussières	
Contrôle des niveaux sonores ou durée d'extraction	
Suivi des garanties financières	

CHAPITRE VII : DISPOSITIONS FINALES

Article VII-1 : Annulation, déchéance

Le présent arrêté cessera de produire effet si l'installation n'a pas été exploitée durant deux années consécutives, sauf cas de force majeure.

Article VII-2 : Sanctions

En cas d'inobservation des prescriptions fixées par le présent arrêté, l'exploitant encourt notamment les sanctions prévues par les articles L142.1, L142.2, L216-6, L216-13, L514.9, L514.10, L514.11, L514.12, L514.13, L514.14, L514.15, L514.18, L514.1, L514.2, L514.3, L541-46, L541-47 du Code de l'environnement.

Article VII-3 : Information des tiers

Une copie de l'arrêté d'autorisation est déposée en mairie de MONTHYON et peut y être consultée.

Un extrait du présent arrêté énumérant notamment les prescriptions auxquelles l'installation est soumise, est affiché à la mairie de MONTHYON pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités est dressé par les soins du maire.

Le même extrait est affiché en permanence de façon visible dans l'installation par les soins du bénéficiaire de l'autorisation.

Une ampliation de l'arrêté est adressée à chaque conseil municipal ayant été consulté.

Un avis relatif à cette autorisation sera inséré, par les soins du préfet, aux frais de l'exploitant, dans deux journaux diffusés dans tout le département.

Article VII-4 : Remise en état des voiries

La contribution de l'exploitant à la remise en état de la voirie est fixée par les textes législatifs et réglementaires en vigueur, notamment :

- l'art L131-8 du code de voirie routière pour les routes départementales,
- le code rural pour les chemins ruraux
- l'art L141-9 du code de voirie routière pour les voies communales qui prescrit :

« Toutes les fois qu'une voie communale entretenue à l'état de viabilité est habituellement ou temporairement soit empruntée par des véhicules dont la circulation entraîne des détériorations anormales, soit dégradée par des exploitations de mines, de carrières, de forêts ou de toute autre entreprise, il peut être imposé aux entrepreneurs ou propriétaires des contributions spéciales, dont la quotité est proportionnée à la dégradation causée.

Ces contributions peuvent être acquittées en argent ou en prestation en nature et faire l'objet d'un abonnement.

A défaut d'accord amiable, elles sont fixées annuellement sur la demande des communes par les tribunaux administratifs, après expertise, et recouvrées comme en matière d'impôts directs. »

Article VII-5 : Autres réglementations

La présente autorisation est accordée sans préjudice de l'observation de toutes les législations et réglementations applicables et notamment celles relatives à l'exploitation des carrières, aux

installations classées pour la protection de l'environnement, à la voirie des collectivités locales, à la lutte contre la pollution et aux découvertes archéologiques fortuites.

Article VII-6 : Délais et voies de recours
(Article L 514.6 du code de l'environnement)

Le présent arrêté ne peut être déféré qu'au tribunal administratif :

1°/ par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois qui commence à courir le jour où ledit arrêté a été notifié ;

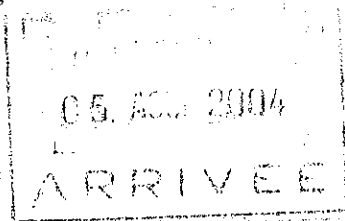
2°/ par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts visés à l'article L.511.1 du code de l'environnement, dans un délai de quatre ans à compter de l'achèvement des formalités de publicité de la déclaration de début d'exploitation transmise par l'exploitant au représentant de l'Etat dans le département.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

Article VII-7 : Destinataires

Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Seine et Marne et Monsieur le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement d'Ile de France sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté, dont une ampliation sera adressée à :

- Société SALSI
- Monsieur le Sous-Préfet de Meaux,
- Madame le Maire de Monthyon,
- Monsieur le Directeur Départemental de l'Equipeement,
- Monsieur le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,
- Madame le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,
- Monsieur l'Architecte des Bâtiments de France,
- Monsieur le Conservateur Régional de l'archéologie de la Région Ile de France,
- Monsieur le Directeur de France Télécom des lignes de Fontainebleau-Vulaines,
- Monsieur le Directeur Régional de l'Environnement d'Ile de France, Cachan,
- Monsieur l'Ingénieur en Chef de la Navigation de la Seine,
- Monsieur le Chef du Service Départemental d'Incendie et de Secours,
- Monsieur le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement d'Ile de France à Paris,
- Monsieur le Chef de Groupe de Subdivisions de la Direction Régionale de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement d'Ile de France à Savigny le Temple,
- Chrono,



Fait à Melun, le 30 juin 2004

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation
Le Secrétaire Général de la Préfecture

Signé : Jean-François SAVY

POUR AMPLIATION

Pour le Préfet et par délégation
Le Chef de Bureau



Catherine BONNEAU

Date	N° D3S						
	MT	OR	TG	VP	FS	ST	JT
Vice							
Pour							
Cla							
En							
Copie							